

BUREAUX
ROUBAIX - 88-71, Grande-Rue, Tél. 327.32, 327.33 et 327.34.
TOURCOING - 22, rue Carnot, Tél. 37.
LELLE - 3, rue Paldierbe, Tél. 539.31.
PARIS - 28, boulevard Poissonnière, Tél. Provençe, 77.54.
MOUSCRON - 108, rue de la Station, Tél. 3.44.
ANCIENS DIRECTEURS
 Jean Reboux
 Alfred Reboux
 Madame Alfred Reboux

Journal de Roubaix

Quotidien de Roubaix Tourcoing et de la Région



Le « petit Congrès » radical-socialiste a approuvé, sur toute la ligne, son président M. Daladier, chef du Gouvernement qui s'est prononcé pour la réforme électorale et la discipline du vote au sein du groupe parlementaire

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL A PASSÉ EN REVUE L'ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT DEPUIS QU'IL EST AU POUVOIR



M. DALADIER, qui avait à sa gauche M. MAZÉ, secrétaire général du parti radical, présidait la réunion. (Ph. Agip.)

« Tous nos actes ont pour but de sauver la paix et la République. »

« Au mois de septembre dernier, c'eût été une folie criminelle que de jeter ce pays dans la guerre. »

« Que serait-il arrivé si nous n'avions fait échec à la tentative de grève générale ? »

« C'est parce que le redressement national est commencé que j'ai pu répondre par un refus catégorique aux revendications qui ont été formulées. »

« Tout ce qui contribue à notre redressement intérieur, contribue du même coup, à relever le prestige de la France ».

A DÉCLARÉ M. DALADIER.

Paris, 15 janvier. — Comme on s'y attendait, le Comité exécutif du parti radical n'a causé aucune surprise, mais a permis cependant d'affirmer ou de préciser la position du radicalisme sur plusieurs points importants.

D'abord, cette réunion a fait apparaître le prestige dont jouit M. Daladier au sein du parti.

En écoutant ensuite, avec une attention passionnée, l'exposé de M. Aimé Berthod sur la politique extérieure, les délégués ont montré de nouveau combien les questions internationales, et notamment la question espagnole, étaient au premier plan de leurs préoccupations, ce qu'a souligné, d'ailleurs, le vote, à l'unanimité moins une voix, de l'ordre du jour de politique extérieure.

Dans le domaine de la politique intérieure, enfin, un résultat se trouve acquis, puisque le congrès a voté une motion incitant le gouvernement à réclamer la mise à l'ordre du jour prochain des Chambres d'une réforme électorale, fondée sur la représentation proportionnelle.

A l'issue des débats, les délégués émettent l'opinion que la situation parlementaire de M. Daladier s'en trouverait renforcée.

On saluait qu'après l'imposante manifestation de confiance en son chef à laquelle s'est livré le Parti radical, il serait, désormais, difficile à ceux des députés radicaux qui, dans des scrutins récents votèrent contre le gouvernement ou s'abstinrent, de persévérer dans leur attitude.

Paris, 15 janvier. — Une foule nombreuse se presse aux abords du Palais de la Mutualité avant que s'ouvre, à 15 h., le petit congrès du Parti radical.

M. Edouard Daladier, qui arrive un peu avant 15 h., est l'objet d'une chaleureuse ovation. Les acclamations accompagnent le chef du gouvernement à l'intérieur du Palais de la Mutualité. Aux bravos et aux vivats des militants radicaux s'unissent ceux de nombreuses personnes venues assister à une fête donnée par une salle voisine.

Quand M. Daladier pénètre dans la

salle il est loyalement applaudi par l'assistance debout.

L'exposé de M. Daladier

« Je veux remercier tout le parti, déclare-t-il, toutes les fédérations de province, tous les comités qui n'ont cessé de me soutenir de tout leur appui, de me donner toute leur affection au long de la route difficile que je suis depuis dix mois. »

« A ce parti qui, jamais n'a cessé de m'aider, je veux dire avant tout ceci : Je veux surtout rester fidèle au grand parti radical, à la fois républicain et national. »

« Je tiens aussi à remercier le président Edouard Herriot. Les dirigeants du parti radical restent étroitement unis parce qu'ils sont animés d'une passion commune : servir la République et la patrie. Rien de plus, rien de moins. »

« Il y a dix mois, j'ai été chargé du gouvernement de la France à une heure où il n'y avait pas beaucoup de volontaires pour assumer cette tâche. Depuis cette date, le gouvernement a rencontré les difficultés les plus formidables sur la route internationale. »

« Il a eu d'abord à faire face à la crise financière, puis à une crise économique ; notre production était dans un état qui constituait une véritable humiliation nationale. »

M. Daladier cite alors les exemples de l'Allemagne, de l'Italie et de la Suède où, au cours de l'année 1937, la production avait augmenté de 30 % environ, tandis que celle de la France, au cours de la même période, baissait de 20 %.

« Cet état de choses, poursuit-il, était aggravé par une crise sociale, au mois d'avril dernier, la grève était en quelque sorte une maladie chronique. Il y avait 150 000 métallurgistes en grève ; toutes nos usines d'aviation étaient arrêtées. »

« Je n'arrêterai point la course que j'ai entreprise et la poursuivrai jusqu'au bout »

« J'ai fait appel alors à mon parti, et à tous les hommes qui étaient prêts à

sauver la République, la démocratie et la Patrie suivant des méthodes de liberté. Je n'ai pas à regretter ce que j'ai fait. »

« Je n'ai pas de certificat de républicanisme à demander à quiconque. Je n'ai pas non plus de certificat de patriotisme à demander à qui que ce soit. »

« Il faut comprendre que dans un pays qui vient de subir sept années de crise économique et financière, il faut savoir faire abstraction de dissensions subalternes, et unir toutes les bonnes volontés. »

(Lire la suite page 2.)

L'EX-CHANCELIER SCHUSCHNIGG ferait dépendre sa propre libération de celle de ses anciens collaborateurs

(Lire la suite page 2.)

LA GUERRE D'ESPAGNE

Tarragone, Reus, Tarrega sont successivement occupées par les troupes nationalistes qui, depuis le début de l'offensive, auraient fait près de 32.000 prisonniers

Burgos, 15 janvier. — Radio-Nacional communique ce qui suit :

« Aujourd'hui, l'effort de nos troupes a été couronné par l'occupation de Tarragone, de Reus, et de l'important noyau de communications de Tarrega. »

« Plus de 82 villages ont été aussi occupés dans les provinces de Tarragone et de Lerida. »

« Nos forces ont atteint la rivière Goya, à dix kilomètres à l'est de Tarragone. »

« La zone libérée aujourd'hui de la tyrannie rouge atteint la superficie de 1.650 kilomètres carrés ; celle qui a été occupée depuis le commencement de cette opération est de 7.225 kilomètres carrés. L'avance totale sur la Catalogne dépasse 85 kilomètres. »

« Les villes et les villages libérés ont reçu nos forces au milieu du plus grand enthousiasme. »

« D'autre part, selon des données officielles, le nombre des prisonniers faits à l'adversaire par les troupes nationalistes depuis le début de l'offensive de Catalogne, le 23 décembre dernier, s'élevait samedi soir à plus de 31.800. Sont compris dans ce nombre les combattants républicains passés volontairement dans les rangs nationalistes. »

« De toutes les villes conquises au cours de l'avance des troupes nationalistes en Catalogne, Valls, occupée samedi, est celle qui a le moins souffert. La mitraille l'a épargnée au centre, et n'a causé que des dégâts sans importance dans la périphérie. Plus de trois mille habitants se trouvaient encore dans la ville lorsque les Navarrais y pénétrèrent. »

« L'ordre d'évacuation générale avait été donné la veille par les autorités républicaines, mais il n'avait pu être entièrement exécuté tant par suite de la rapidité de la manœuvre des assaillants, qu'en raison de la résistance passive qu'opposait, au dernier moment, une partie de la population. »

« Les régions occupées par les nationalistes ces jours derniers dans les provinces de Lerida et de Tarragone produisent 12 % de la récolte d'huile en Espagne, et plus de la moitié de la récolte nationale de noisettes. »

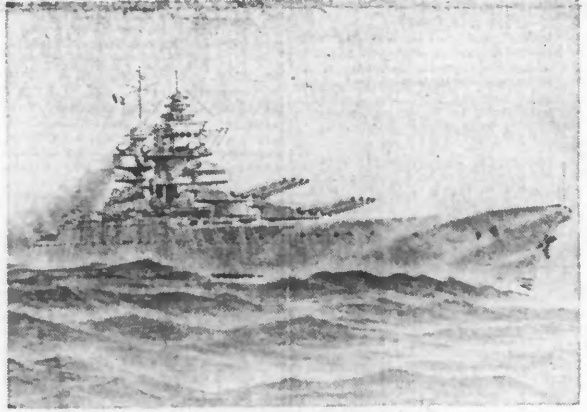
« Le delta de l'Ebre, occupé depuis trois jours, produit 70 millions de kilos de riz par an, soit environ le quart de la récolte de l'Espagne. »

« Voici, d'autre part, le communiqué officiel du gouvernement de Barcelone : »

« Front de Catalogne. — Les forces espagnoles, obéissant aux ordres donnés par le haut-commandement, se sont repliées sur des positions déjà prévues à l'est de la ligne Valls-Tarrega. »

« Front d'Estremadura. De violentes contre-attaques déclenchées par les forces de l'aviation ont été énergiquement repoussées par nos troupes. »

LE « RICHELIEU » SERA LANCÉ MARDI A BREST



UNE REPRODUCTION PAR SOP DU PREMIER CUIRASSÉ MODERNE DE 35.000 TONNES CONSTRUIT EN FRANCE. (Ph. N.Y.T.)

LA SITUATION POLITIQUE EN BELGIQUE

Le congrès socialiste se rallie à l'envoi d'un représentant à Burgos

La participation de l'extrême-gauche au gouvernement reste acquise

Le Parti socialiste a tenu dimanche, à Bruxelles, un congrès extraordinaire. Celui-ci devait décider s'il y avait lieu d'approuver ou de condamner la politique de M. Spaak, notamment en ce qui concerne l'envoi auprès du général Franco, à Burgos, d'un représentant de Belgique.

Si le congrès avait désapprouvé cette détermination de M. Spaak, les ministres socialistes auraient dû démissionner. Le débat, commencé le matin, se termina à 19 h. 30 par la victoire du gouvernement.

M. Spaak défendit eloquemment le point de vue du bureau du Parti, qui a approuvé la politique intérieure et extérieure du ministre. Il insista sur la contre-partie que celui-ci a réclamée du comité de non-intervention et sur la nécessité, pour les socialistes, de rester au pouvoir.

M. Buset condamna cette politique, et M. Piérard mit le bureau du Parti en accusation pour avoir outrepassé ses droits.

L'attitude de M. Spaak fut défendue notamment par MM. Eeckelaers (Anvers), Diestre, ministre du Travail et Fataef, au nom des syndicats.

(Lire la suite page 2.)

M. NEVILLE CHAMBERLAIN EST DE RETOUR A LONDRES

Le duc aurait réaffirmé sans équivoque son intention de retirer toutes les forces italiennes des territoires espagnols après la victoire du général Franco



M. NEVILLE CHAMBERLAIN, en compagnie de SIR ERIC PHIPPS, ambassadeur de Grande-Bretagne à Paris, à la fenêtre de son wagon, à son passage à Paris. (Ph. France-Press.)

Genève, 15 janvier. — A l'occasion de l'entretien qui a eu lieu dimanche soir entre lord Halifax, chef du Foreign Office, et M. Georges Bonnet, ministre des Affaires étrangères de France, on affirme dans les milieux autorisés, qu'au cours des conversations de Rome, M. Mussolini n'a pas cru devoir préciser de revendications particulières à l'égard de la France.

Par ailleurs, le Duce aurait réaffirmé sans équivoque, son intention, après le succès définitif du général Franco, de retirer toutes les forces italiennes des positions qu'elles occupent, tant dans la péninsule, qu'aux Baléares, ou sur tout autre point du territoire espagnol.

Cet engagement solennel, déclarent les mêmes milieux, a été rapporté à M. Daladier, par sir Eric Phipps ambassadeur d'Angleterre à Paris, après le passage de M. Chamberlain dans la Capitale.

Le gouvernement français n'a pu, comme les ministres anglais, que prendre acte avec satisfaction de cette déclaration, dont l'avenir montrera la valeur véritable.

« Aucune négociation n'est possible entre l'Italie et la France avant la fin de la guerre d'Espagne », aurait déclaré M. Mussolini à M. Chamberlain

Rome, 15 janvier. — A propos des conversations italo-britanniques, l'« Information Diplomatique » publie une note déclarant notamment :

« Tandis que le Premier ministre britannique a fait allusion aux étroits rapports qui unissent Londres et Paris, du côté italien on a déclaré, de la façon la plus formelle, que la base de la politique italienne réside et demeure dans l'axe Rome-Berlin. »

« Quant à l'Espagne, le Duce a répété que les derniers légionnaires italiens seront rapatriés lorsque les rouges en feront autant, et lorsqu'on aura reconnu à Franco le droit de belligérance, qu'il est simplement absurde de lui dénier encore. Le Duce a cependant ajouté que si, dans les temps prochains, il se produisait une intervention sur une vaste échelle de la part des gouvernements amis de M. Négrin, l'Italie reprendrait sa liberté d'action, étant donné que la politique de non-intervention devrait être considérée comme ayant désormais échoué. »

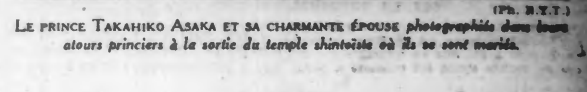
« Au sujet des rapports italo-français, le Duce a déclaré que la question de l'Espagne a divisé et divisera profondément les deux pays, et que c'est seulement à la fin de la guerre espagnole qu'il sera possible de revoir la situation. »

« Dans l'attente, ce n'était pas absolument le cas de parler d'arbitrage, de médiation, de conférence à quatre et, encore moins, à trois. »

« On fait observer dans les milieux romains que toutes les fantaisies intelligentes, répandues par les habituels organes de presse, suivant lesquelles l'Italie aurait désiré, aurait même imploré la médiation anglaise, tombent d'elles-mêmes. »

« D'autres questions qui ont été soulevées, mais non pas approfondies, ont été celles qui se rapportent à un arrangement pour ceux qu'on appelle les ré-

Un mariage chez Madame Chrysanthème

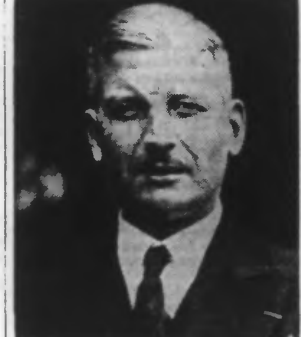


LE PRINCE TAKAHIKO ASAKA ET SA CHARMANTE ÉPOUSE photographiés deux jours avant leur mariage. (Ph. N.Y.T.)

Chez nos cousins canadiens...



Le nouveau siège de la LÉGATION DE FRANCE A OTTAWA, que vient d'inaugurer le ministre de France, le comte de Dampierre. (Ph. N.Y.T.)



(Ph. Bol.)

M. SCHUSCHNIGG

Berlin, 15 janvier. — Le sort de M. Schuschnigg reste incertain.

Selon des informations reçues de Vienne, l'ex-chancelier fédéral autrichien est toujours emprisonné à l'Hôtel Métropole, siège de la Gestapo.

Aucun préparatif ne paraît être fait en vue de son procès, qui avait été annoncé pour cet hiver. La première mesure devrait être, dans ce cas, la transformation de la prison préventive en arrestation sur l'ordre du juge d'instruction.

Dans les milieux nazis de Vienne, on assure que l'état de santé de M. Schuschnigg n'est pas mauvais, mais qu'il est cependant en proie à une très forte nervosité.

Dans les anciens milieux légitimistes, on croit savoir que l'ex-chancelier a, en effet, refusé la libération qui lui était offerte en le faisant dépendre de la libération simultanée de ses anciens collaborateurs Ludwig Adam, Hornboestel, Schmitts, etc., actuellement détenus au camp de concentration de Dachau.

(Lire la suite page 2.)



(Ph. Agip.)

M. SPAAK

(Lire la suite page 2.)